



Syndicat National des Personnels
de l'Éducation et du Social

Protection Judiciaire de la Jeunesse

SECTION SEINE St DENIS:

Snpespjfsu93@gmail.com



COMMUNIQUE

Samedi 11 février 2017 à 16h a eu lieu un rassemblement devant le TGI de Bobigny organisé par le collectif "Quoi ma gueule !?" contre les contrôles au faciès, les violences policières et en solidarité avec Théo, toujours hospitalisé, et sa famille.

Même s'il n'a pas appelé au rassemblement, contrairement à d'autres associations comme la LDH 93 qui soutenait le communiqué publié par l'observatoire fraternité 93 (ci-joint dessous), le SNPES-PJJ/FSU 93 est solidaire de cette initiative, rappelant qu'elle ne peut être réduite dans sa mobilisation effective et sa dignité du rassemblement d'origine, aux seules dégradations de la fin de cette journée.

Car ce samedi 11 février, il y avait plusieurs milliers de personnes à ce rassemblement, des militants, mais surtout beaucoup de jeunes, très jeunes même, des habitants de ces quartiers dits difficiles. Dès le début des prises de paroles, écoutées avec attention, tous exprimaient la crainte de débordements qu'ils condamnaient d'avance, soucieux d'être entendus et anxieux des violences qui pouvaient survenir. C'est de cette dignité, trop peu relayée par les médias, qu'il faut se souvenir, plus que des violences qui sont survenues après une heure et demie de présence devant le tribunal de Bobigny, et qui doivent aussi nous faire réfléchir sur leurs causes.

En ce qui nous concerne en tant que professionnels à la PJJ, force est de constater que les adolescents que nous prenons en charge et leurs familles sont trop souvent victimes de violences policières en Seine-Saint-Denis, doublement stigmatisés par la couleur de leur peau comme par leur extrême précarité sociale. Nous ne pouvons pas accepter que ces violences soient minimisées et banalisées, même par ces populations qui en sont victimes. Ainsi, amener un adolescent victime de violences policières à déposer plainte nécessite un long travail d'accompagnement, tant il est parfois intégré par eux que cela est devenu normal, surtout dans l'état d'urgence actuel où des confusions existent au sein même des pratiques policières (perquisitions musclées et autres, hors de toute suspicion de radicalisation), et que nous savons que ces plaintes ont peu de chances d'aboutir.

Ainsi, le SNPES-PJJ/FSU 93 demande que la justice soit rendue de manière claire et équilibrée dans les meilleurs délais afin de faire baisser les tensions et les violences qui se succèdent depuis une semaine dans notre département.

Pour continuer à dénoncer la question des violences policières, le SNPES-PJJ/FSU, auprès d'autres organisations et associations, appelle à participer le 19 mars à la manifestation nationale qui s'inscrit dans le cadre de la journée internationale contre les violences policières.

